



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Tours, le - 7 AVR. 2022

à

Affaire suivie par :
Sylvie MERCERON
service d'animation interministérielle des
politiques publiques
/bureau de l'environnement
Chargée des dossiers environnementaux - ICPE
Tél. : 02.47.33.13.23
Courriel : sylvie.merceron@indre-et-
loire.gouv.fr

**MAIRIE DE METTRAY
3, RUE DU DOLMEN
37390 METTRAY**

BORDEREAU D'ENVOI

Désignation des pièces	Nombre	Observations
SOCIETE DE SANGOSSE arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n°18889 du 21 octobre 2010 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations situées ZI des Gaudières à METTRAY	1	- pour mise à disposition du public - pour affichage extrait 1 mois et envoi du certificat d'affichage (article 5)

*Pour la Préfète et par délégation
La Cheffe de Bureau,*



ISABELLE FERRANDON

Arrêté préfectoral complémentaire

modifiant l'arrêté préfectoral n°18889 du 21 octobre 2010 autorisant la société DE SANGOSSE à poursuivre l'exploitation de ses installations situées ZI des Gaudières à METTRAY

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

SAIPP/BE 21113

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14 , R. 181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°18889 du 21 octobre 2010 autorisant la société DE SANGOSSE à poursuivre l'exploitation d'un dépôt de produits agropharmaceutiques situé en ZI des Gaudières à METTRAY ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 20096 du 25 mars 2015, n° 19544 du 6 septembre 2012 et n° 19092 du 13 octobre 2011 ;

Vu l'étude de dangers du site DE SANGOSSE de Mettray produite par l'exploitant en novembre 2014 et réexaminée le 25 février 2020;

Vu L'avis de l'inspection des installations classées en date du 4 août 2020 ;

Vu le porter à connaissance du 27 décembre 2021 de la société DE SANGOSSE sollicitant une modification des conditions de stockage ;

Vu le rapport en date du 15 mars 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 1er avril 2022;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.1 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

Arrête

Article 1^{er}

La société DE SANGOSSE, dont le siège social est situé au lieu dit « Bonnel » - 47480 PONT DU CASSE, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de METTRAY, ZI des Gaudières, un dépôt de produits agropharmaceutiques, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications portées à la connaissance de Madame la préfète, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – ARTICLES MODIFIE

Le tableau de classement des activités de l'établissement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°18889 du 21 octobre 2010 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Les quantités maximales autorisées des rubriques 4xxx du tableau ci-dessous sont précisées à l'annexe I « Informations sensibles – Non communicable au public » du présent arrêté.

Rubrique	Alinéa	AS, A, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Volume autorisé	Unités du volume autorisé	Commentaires
1436	2	DC	Liquide combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	960(4)	tonnes	
1450	2.b	A	Solide inflammable (stockage de)	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	10(4)	tonnes	
1510	2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des)	Volume des entrepôts	102000	m3	
1532		NC	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, (dépôt de)	Volume stocké	<1000	m3	
1630		NC	Soude	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	<100	Tonnes	20 tonnes maxi
2910	1	NC	Installation de combustion	Puissance thermique maximale	884	KW	3 chaudières 110, 274 et 500 KW.
2925		D	Accumulateurs (atelier de charge d')	Puissance maximale de courant continu	100	KW	
4110	1b	DC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une ou l'autre des voies d'exposition - liquides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « Informations sensibles – Non communicable au public »		
4110	2	A-SB	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une ou l'autre des voies d'exposition - solides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « Informations sensibles – Non communicable au public »		

4120	1a	AS-SH	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une ou l'autre des voies d'exposition - liquides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4120	2a	AS-SH	Toxicité aiguë catégorie 2 pour l'une ou l'autre des voies d'exposition - solides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4130	1a	A-SH	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - liquides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4130	2a	A-SH	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - solides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4140	1a	A-SH	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie orale (H301) - solides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4140	2a	A-SH	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie orale (H301) - liquides	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4150	1	A-SH	Toxicité spécifique pour certains organes ciblés (STOT) exposition unique catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4220		NC	Produits explosifs (division risque 1.4)	Quantité équivalente totale de matière active	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Kg	
4320	1	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammable de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4321		NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammable de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	49 Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4331	2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4430		NC	Solides pyrophoriques catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	50 kilos maxi

4431		NC	Liquides pyrophoriques catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	50 kilos maxi
4440	2	D	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4441	2	D	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4510	1	AS-SH	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4511	2	AS-SH	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4610	2	DC	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau)	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4620	2	DC	Substances et mélanges qui au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables, catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4630	2	DC	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau dégage des gaz toxiques)	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4702	I	NC	Engrais composés à base de nitrate d'ammonium susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4702	IV	NC	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium (teneur en azote due au nitrate d'ammonium inférieur à 24,5 %)	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	
4741		NC	Mélanges d'hypochlorite de sodium	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Tonnes	10 tonnes maxi
4802	2a	NC	Gaz à effet de serre fluorés-emploi dans des équipements clos (climatisation)	Quantité cumulée de fluide	Voir annexe « informations sensibles – Non communicable au public »	Kg	

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

A (Autorisation) ou SH (Seuil Haut au sens de l'article R. 511-10) ou SB (Seuil Bas au sens de l'article R. 511-10) E (Enregistrement), DC (Déclaration soumis au contrôle périodique), D (Déclaration) ou NC (Non Classé).

Article 3 – AFFECTATION DES BÂTIMENTS ET DES CELLULES DE STOCKAGE

Les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté n°18889 du 21 octobre 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'affectation des bâtiments et cellules de stockage sont précisées à l'annexe 2 « Informations sensibles – Non communicable au public » du présent arrêté.

Article 4

Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté n°18889 du 21 octobre 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'étude de dangers est réexaminée et si nécessaire mise à jour tous les 5 ans, à compter du 25 février 2020 ou lors de toute évolution des procédés mis en œuvre ou du mode d'exploitation de l'installation.

Articles 5

Les dispositions de l'article 6.2.1 de l'arrêté n°18889 du 21 octobre 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 6.2.1 Horaires de fonctionnement de l'installation

L'installation fonctionne de 7 h à 18h30 du lundi au samedi matin

Article 6

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS.

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à

l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète d'Indre-et-Loire- Service d'animation interministérielle des politiques publiques / Bureau de l'environnement
15 rue Bernard Palissy 37 925 TOURS CEDEX 9
- un recours hiérarchique, adressé à Mme La Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense – Paroi Nord - 92 055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Article 7

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Mettray du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mettray pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8

La Secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Mettray.

Tours, le **-7 AVR. 2022**
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



NADIA SEGHIER